

Michaël Pimbert, Tom Wakeford et Periyapatna V. Sathesh*

Des petits paysans et des marginaux ruraux s'expriment sur l'agriculture et les OGM

34

En Inde, en Afrique et en Amérique du Sud, des expériences de démocratie délibérative permettent à des marginaux ruraux – petits paysans, paysans sans terre, ouvriers agricoles et petits transformateurs et consommateurs – de donner leur avis sur l'avenir de l'agriculture et les organismes génétiquement modifiés (OGM). Cet article décrit quatre de ces expériences. Toutes convergent vers le rejet des OGM actuellement sur le marché.

Cela fait environ un quart de siècle que des nombreuses milliers de participants sont tentés pour démocratiser la prise de décision politique. Ces milliers incluent les conseils de quartier, les jurys citoyens, les conférences de consensus (appelées conférences de citoyens en France et en Belgique et Public Forums ailleurs), les ateliers de travail sur les scénarios et l'évaluation rurale participative.

Elles ont la potentialité de donner la parole aux gens de savoir de leur état et de réviser leurs points de vue politiques de développement en élargissant de technologies que leur sont imposées pour devenir actifs dans la conception et le lancement des politiques et des technologies qui affectent leurs vies.

Cet article décrit comment certaines de ces méthodes permettent à des petits paysans d'évaluer les impacts et les incertitudes de l'utilisation d'OGM dans l'agriculture de subsistance, en Inde.

Un jury citoyen sur les OGM dans le Karnataka

L'organisation non gouvernementale (ONG) ActionAid a mis sur pied un jury citoyen rural dans une ferme d'un petit village du



Paysans ruraux dans l'État d'Orissa, en Inde

district de Chikmagalur, au Karnataka, au sud de l'Inde, en mai 2005. Une liste proportionnelle de paysans marginaux et sans terre vivant dans cette région de terres sèches. Avant d'être convoqués, les OGM affectent soit en premier lieu la vie de ces petits paysans, le jury était composé de quatre d'entre eux, six hommes et huit femmes représentant la variété des traditions agricoles, des niveaux de revenus et des groupes sociaux de cette région. Durant quatre jours, les quatorze membres du jury ont échangé des idées et opinions sur l'usage des OGM, les avantages et les limites des OGM. Au cours des discussions, le but était

d'évaluer la viabilité possible que les OGM puissent jouer à l'avenir pour réduire la pauvreté rurale et promouvoir une agriculture durable.

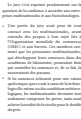
Dix observateurs, parmi lesquels des représentants d'institutions académiques, de l'entreprise multinationale Monsanto, d'ONG actives dans le développement, de syndicats agricoles et d'agences gouvernementales ont permis de garantir le haut déroulement de l'événement. Pour assurer une complète transparence, les délibérations ont été filmées et sont disponibles sur demande.

Non aux OGM

Le jury a rendu son verdict sous la forme d'une réponse à la question: «Allez-vous continuer avec l'usage des nouvelles semences commerciales (c'est-à-dire les OGM) que le département indien des biotechnologies et Monsanto vous proposent ? Répondez des votes à bulletin secret – Oui, Non et un bulletin sans réponse. Ce sont des semences génétiquement modifiées et ont été limitées à une seule réponse négative. À son verdict, le jury a émis une liste de recommandations qu'il suggère au gouvernement et aux entreprises transnationales de culture d'être acceptées.

- « Les nouvelles semences ne devraient pas endommager les microbes et les insectes utiles. Elles ne devraient pas affecter les populations animales et les autres composants de l'environnement.
- « La distribution légale de ces semences ne devrait avoir lieu qu'après des essais en champs extensifs durant cinq à dix années, en impliquant les paysans dans l'évaluation des rendements, de la sécurité, des effets sur l'environnement et d'autres aspects.
- « Les nouvelles semences ne devraient pas gêner la culture existante sur les mêmes champs ou les cultures sur les champs voisins.
- « La technologie doit être facile à adapter.

Une partie du jury a estimé qu'il ne faut pas utiliser ces technologies, qui sont intrinsèquement mauvaises pour l'environnement et menacent la biodiversité. D'autres ont jugé les cultures génétiquement modifiées « OGM » sont qu'elles soient autorisées à des cultures non alimentaires.



Un jury citoyen sur l'avenir de l'alimentation et les OGM dans l'Andhra Pradesh

En juin (juillet 2004), cinq organisations, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), à Londres, au Royaume-Uni, l'Institut d'études du développement (IED), dans l'Andhra Pradesh, en Inde, le Coalition pour la défense de la diversité, l'Université d'Hyderabad et le Plan stratégique d'action nationale pour la biodiversité de l'Inde (NISAP) ont organisé et animé un «Jury-citoyen» à la veille du projet «à venir» l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture dans l'Andhra Pradesh. Il s'agit d'un jury citoyen réunit des experts de la méthode des ateliers de travail sur les technologies.



Cette expérience inscrite sa justification fondamentale dans le fait que l'État de l'Andhra Pradesh, au sud de l'Inde, est en train de reculer sa façon de considérer son agriculture, une utilisation de la terre et son marché agricole. En plus d'encourager l'automatisation et l'agriculture, le Gouvernement de cet État a développé sa « Vision 2020 » dans le but de transformer tous les secteurs de la vie sociale, environnementale et économique. Des agences nationales de développement – la Banque mondiale et l'Agence britannique de coopération sont les principaux donateurs – soutiennent ces efforts.

Dans cet État de 80 millions de personnes, environ 70 % de la population rurale dans

* Michaël Pimbert est directeur de recherche à l'Institut pour l'agriculture et le développement (IAD), à Londres, au Royaume-Uni.
Tom Wakeford est chercheur associé à l'Institut pour la politique, l'éthique et les sciences de la vie, à Newcastle, au Royaume-Uni.
Periyapatna V. Sathesh dirige la Société de développement des Semences à Hyderabad, dans l'État de l'Andhra Pradesh, en Inde.

35

Informations sur le Programme :
www.ck12.org/ck12/1830/ck12.org/ck12/ck12.org
www.ck12.org/ck12/1830/ck12.org/ck12.org
www.ck12.org/ck12/1830/ck12.org/ck12.org